



Independent observer
of the Global Fund

LE FONDS MONDIAL ENREGISTRE UN NOMBRE RECORD DE PROMESSES DE DONNS POUR SA SEPTIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES

La semaine dernière, les bailleurs de fonds ont fait des promesses à hauteur de 14,25 milliards de dollars pour soutenir les efforts visant à mettre fin aux trois pandémies que sont le VIH, la tuberculose et le paludisme. D'autres financements sont encore attendus. Les bailleurs ont pris leurs engagements lors de la [Conférence de la septième reconstitution des ressources du Fonds mondial](#) accueillie par le président des États-Unis, Joe Biden.

La conférence s'est tenue après la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle avait été légèrement retardée en raison du décès de la reine Elizabeth II, car de nombreux dirigeants et dignitaires du monde entier, dont Joe Biden, devaient assister à ses funérailles nationales, qui se sont déroulées à Londres le lundi 19 septembre. Néanmoins, plus de 45 pays, dont 18 chefs d'État et de gouvernement, des partenaires multilatéraux, des entreprises du secteur privé et des organisations de la société civile et des communautés se sont réunis à New York pour manifester leur engagement à mettre fin à ces trois maladies. Le Fonds mondial affirme que « ce soutien permettra de sauver 20 millions de vies, d'éviter 450 millions de nouvelles infections et d'apporter un nouvel espoir pour mettre fin au sida, à la tuberculose et au paludisme. Cet investissement contribuera également à renforcer les systèmes de santé et les systèmes communautaires afin de ne laisser personne de côté et d'être résilient aux chocs futurs ».

Un petit bémol toutefois : ni le Royaume-Uni ni l'Italie n'ont pris d'engagement.

Une longue campagne qui a débuté au Kenya

La campagne de la septième reconstitution des ressources a été lancée en février de cette année,

comme nous l'avons relaté dans notre article [Augmenter le financement ou abandonner l'espoir de mettre fin au paludisme, à la TB et au SIDA](#) . La réunion préparatoire était co-organisée par cinq présidents africains : le président Felix Tshisekedi de la République démocratique du Congo, le président kenyan Uhuru Kenyatta, le président rwandais Paul Kagame, le président sénégalais Macky Sall et le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Comme le souligne le Fonds mondial, ces cinq pays sont depuis longtemps des partenaires stratégiques de ce dernier, en tant que responsables de mise en œuvre et contributeurs à la fois. Lors de cette rencontre de deux jours, [l'argumentaire d'investissement](#) du Fonds mondial a également été lancé.

Depuis le lancement de la campagne, dont le point culminant a été la conférence des bailleurs de fonds, les parties prenantes et les partisans du Fonds mondial ont travaillé activement pour inciter les pays à s'engager.

En particulier, le Global Fund Advocates Network a joué un rôle déterminant dans le plaidoyer en faveur du soutien, en réunissant 55 pays pour une semaine d'action mondiale en mars de cette année ([Semaine d'action mondiale en faveur de la septième reconstitution des ressources](#)).

Calcul rapide des chiffres

Un peu plus tôt cette année, tel que rapporté par l'OFM ([Le Président Biden s'engage pour la septième reconstitution des ressources du Fonds mondial](#)), les États-Unis se sont engagés à verser une contribution de 6 milliards de dollars au cours des trois prochaines années, soit une augmentation de 30 % par rapport à la dernière reconstitution, conformément à l'argumentaire d'investissement du Fonds mondial.

Plusieurs autres bailleurs de fonds publics traditionnels ont augmenté leurs promesses de 30 % : Le Canada a annoncé une contribution de 1,21 milliard de dollars ; la Commission européenne a fait une promesse de 715 millions de dollars ; la République fédérale d'Allemagne a annoncé une contribution de 1,3 milliard d'euros ; l'Espagne a promis 130 millions d'euros ; et le Japon a annoncé une contribution à hauteur de 1,08 milliard de dollars. La France a également augmenté de manière significative sa promesse de dons, à près de 1,6 milliard de dollars.

Plusieurs autres partenaires ont augmenté leurs engagements de plus de 30% par rapport à leurs promesses de la sixième reconstitution. Le plus remarquable d'entre eux est sans doute la République de Corée, qui a fait preuve d'un soutien exceptionnel en quadruplant sa promesse, passant ainsi de 25 à 100 millions de dollars.

Le Fonds mondial a par ailleurs réussi à élargir sa base de contributeurs. Dans le cadre de cette septième reconstitution, huit nouveaux bailleurs et des bailleurs précédents se sont engagés, notamment : Chypre, le Ghana, la Guinée, l'Indonésie, le Malawi, le Maroc, le Paraguay et la Tanzanie.

Notons que le Royaume-Uni, qui est actuellement le troisième plus grand contributeur du Fonds mondial, n'a pas pris d'engagement, tout comme l'Italie. Ces deux pays ont néanmoins réaffirmé leur soutien au travail capital du Fonds mondial et se sont engagés à faire des promesses de dons dans les semaines à venir. Dans le cadre de la sixième reconstitution des ressources, ils s'étaient engagés à verser respectivement 1,7 milliard et 178 millions de dollars. Cette absence d'engagement est peut-être due au fait que l'Italie est en train de changer de gouvernement et que le Royaume-Uni vient de le faire, il y a à peine deux semaines. En outre, il y a quelques jours encore, le Royaume-Uni s'est engagé à mobiliser plusieurs milliards de dollars pour aider les entreprises à faire face à la récession économique : de l'argent qui doit être emprunté et remboursé par les contribuables. Il n'est donc pas surprenant, bien qu'extrêmement décevant, qu'il n'ait pas voulu accroître le déficit public.

Rappelons que les difficultés financières sont un phénomène mondial et le Royaume-Uni a des taux d'inflation similaires à ceux d'autres pays qui se sont engagés malgré l'augmentation constante de leurs propres taux d'inflation. Le Kenya, par exemple, a réussi à augmenter son engagement de deux tiers, passant de 6 à 10 millions de dollars, malgré un [taux d'inflation de 8,5%](#) (août 2022).

Hausse de la contribution du secteur privé

Plus de 1,23 milliard de dollars ont été collectés auprès de contributeurs privés, atteignant ainsi un nouveau record de financement du Fonds mondial par le secteur privé. La Fondation Bill & Melinda Gates a ouvert la voie avec une augmentation de 20%, rejointe par 19 autres organisations et partenaires nouveaux ou de longue date tels que : la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF), la Fondation Rockefeller, Johnson & Johnson et Anglo American.

Le Fonds mondial indique que ce montant total est sans précédent, et ajoute : « Avec le soutien supplémentaire de ressources non financières vitales et d'engagements de co-investissement financier innovants, ce niveau de soutien extraordinaire est une véritable démonstration du pouvoir du partenariat ».

Les promesses de dons de l'Afrique

La plupart des nations africaines sont bénéficiaires de subventions du Fonds mondial, et reçoivent 74 % du total des investissements du Fonds mondial. Cependant, plusieurs d'entre elles ont également fait des contributions au cours de la conférence de reconstitution des ressources de cette année, en signe de solidarité. Bien que ces contributions ne représentent pas une part importante du budget du Fonds, elles constituent néanmoins une démonstration importante de leadership et d'engagement envers le Fonds. Parmi les 20 partenaires de mise en œuvre qui se sont engagés, 18 sont originaires d'Afrique : une preuve de soutien vraiment époustouflante, d'autant plus que le climat mondial est marqué par la récession économique, la guerre en Ukraine et les pénuries alimentaires.

Triste constat, l'Afrique ne figurait pas sur la photo de groupe prise à la fin de la conférence, alors que certains chefs d'État africains étaient présents au moment où elle a été prise.

La liste complète des contributeurs et des promesses de dons est publiée [ici](#) sur le site du Fonds mondial.

[Read More](#)
